

Justice et globalisation
par
Amartya Sen, prix Nobel d'économie 1998

Dans un jugement célèbre rendu en 1923, Lord Hewart, éminent philosophe du droit et juge influent, affirme que la justice ne doit pas seulement être rendue, mais doit aussi apparaître comme telle. Plus explicitement, la justice « doit apparaître manifestement et indubitablement rendue ». Il est utile de réfléchir à cette exigence de la justice en général et au rôle particulier de l'interdépendance dans la réussite de la globalisation.

Il y a de bonnes raisons de penser que la globalisation économique est un excellent objectif d'ensemble et qu'en outre elle contribue effectivement et de manière significative à la prospérité dans le monde. Dans le même temps, on ne peut nier qu'il est difficile de convaincre ses détracteurs – de leur « faire voir » – qu'elle constitue un bienfait évident pour tous, y compris pour les plus pauvres. L'évaluation critique de la globalisation doit aller de pair avec un effort pour comprendre pourquoi tant de critiques éprouvent des difficultés, même en l'absence de tout esprit de contradiction ou d'obstination, à reconnaître que la globalisation est une aubaine pour les populations défavorisées. Beaucoup de gens, en particulier dans les pays les moins riches du globe, ont du mal, en toute bonne foi, à considérer que la globalisation leur est bénéfique : cette divergence d'opinion constitue un défi de taille.

Il n'est évidemment pas bien compliqué de démontrer que les réussites de la globalisation sont manifestement impressionnantes en plusieurs points de la planète. On peut difficilement manquer de s'apercevoir que l'économie globalisée a apporté la prospérité dans plusieurs endroits du globe. Il y a quelques siècles, le monde était dominé par une pauvreté omniprésente et les vies humaines étaient « cruelles, brutales et courtes », sauf en de rares poches de prospérité. L'extension des relations économiques ainsi que le déploiement de la technologie moderne ont été extrêmement influentes et productives dans la résorption de cette pénurie. Il est également difficile de croire que la situation des pauvres à travers le monde peut être effectivement améliorée en leur soustrayant l'accès aux grands avantages de la technologie moderne, à l'efficacité reconnue du commerce et des échanges

internationaux, et aux mérites aussi bien sociaux qu'économiques d'une vie en société ouverte. Les populations de pays très défavorisés revendiquent les fruits de la technologie moderne (comme l'utilisation de nouveaux médicaments, pour traiter le sida par exemple) ; elles recherchent un accès plus large aux marchés des pays riches pour un large éventail de biens – depuis le sucre jusqu'aux textiles ; et elles réclament une meilleure écoute et plus d'attention du reste du monde. S'il existe un scepticisme vis-à-vis des résultats de la globalisation, ce n'est pas parce que l'humanité souffrante veut se recroqueviller dans sa coquille ; loin de là.

En pratique, les problèmes prioritaires incluent la possibilité de tirer intelligemment profit des avantages des connexions économiques, du progrès technologique et des opportunités politiques, de manière à ce que les défavorisés et les « perdants » reçoivent l'attention qu'ils méritent. Les questions de distributivité, qui prédominent dans la rhétorique des manifestants anti-globalisation comme dans celle de ses défenseurs, appellent à une clarification. En effet, cette question centrale a souffert, selon moi, de la popularité de certaines affirmations plutôt floues. Par exemple, il est souvent avancé que les pauvres vont en s'appauvrissant. Dans les faits, cette situation n'est en aucun cas la norme, bien que cela se soit produit dans un certain nombre de situations. En fait, tout dépend des indicateurs de prospérité choisis ; les conclusions qui en résultent ne sont pas univoques. De plus, la responsabilité des échecs n'est pas uniquement imputable à la nature des relations mondiales. Ces échecs sont souvent liés de manière plus forte et plus immédiate à la nature contre-productive des politiques économiques et sociales locales, comme le manque d'intérêt pour l'éducation primaire et la santé publique et la promotion de la bureaucratie. Des relations économiques mondiales peuvent prospérer grâce à des politiques locales adéquates, par exemple à travers l'expansion de l'éducation de base, des soins de santé, la réforme de la propriété et un accès facilité au crédit (dont le micro-crédit pour les moins aisés).

D'un autre côté, les partisans de la globalisation dans sa forme contemporaine invoquent souvent leur conviction que, en règle générale, dans un monde globalisé, les pauvres s'enrichissent, et non (comme cela est souvent avancé) qu'ils s'appauvrissent. L'argument est donc que la globalisation ne peut être injuste envers les pauvres, puisqu'ils en bénéficient également : où est donc le

problème ? Si cet enjeu était reconnu comme pertinent, le débat dans son ensemble consisterait alors à déterminer quel camp détient la bonne réponse à une question principalement empirique : les pauvres s'appauvrissent-ils ou s'enrichissent-ils ?

Mais est-ce la bonne question à poser ? Je défendrais l'idée que ce n'est absolument pas le cas. Même si les pauvres devaient devenir un peu plus riches, ceci n'impliquerait pas qu'ils reçoivent une part juste des bénéfices des relations économiques et des vastes potentiels de la globalisation. De même, il n'est pas plus adéquat de se demander si l'inégalité internationale diminue ou augmente de manière marginale.

Il n'est pas nécessaire, pour se rebeller contre l'effroyable pauvreté et les stupéfiantes inégalités qui caractérisent le monde contemporain, ou pour protester contre le partage injuste des bénéfices de la coopération mondiale, de montrer que les inégalités sont importantes et qu'elles vont, de surcroît, en s'aggravant.

Les questions centrales ont trop souvent été masquées par des débats intenses sur des questions annexes (auxquelles les deux parties ont contribué). Lorsque la coopération génère des bénéfices, de nombreuses répartitions alternatives peuvent avantager chaque partie par rapport à une situation de non-coopération. Par conséquent, il est nécessaire de se demander si cette distribution des gains est juste ou acceptable, et non pas uniquement s'il existe des gains pour toutes les parties (ce qui peut être le cas dans de nombreuses configurations). Comme l'a avancé le mathématicien et théoricien des jeux J. F. Nash il y a plus d'un demi-siècle (dans un article de référence, « The Bargaining Problem », publié dans *Econometrica* en 1950, qui faisait partie des écrits cités par l'Académie royale de Suède lors de la remise de son prix Nobel), la question centrale n'est pas de savoir si un arrangement particulier vaut mieux pour tous que pas d'arrangement du tout (avec plusieurs alternatives possibles), mais si les divisions spécifiques qui en résultent sont justes, étant donné les arrangements alternatifs possibles.

Je peux essayer d'illustrer cet argument avec une analogie. Pour dire d'un arrangement familial particulièrement inégal et sexiste qu'il est injuste, il n'est pas nécessaire de montrer que les femmes s'en

seraient mieux sorties en l'absence totale de famille. Ce n'est pas le sujet : le point de discorde se situe au niveau du partage des avantages à l'intérieur du système familial, à savoir si ce partage est inégal au vu des arrangements institutionnels existants. La problématique sur laquelle la plupart des débats sur la globalisation se sont concentrés (savoir si les pauvres tirent également profit de l'ordre économique institué) est inadéquate – c'est en définitive une mauvaise question. Au lieu de cela, on doit s'interroger sur la possibilité de réaliser un arrangement plus juste, qui distribue de manière moins inégale les chances sociales, économiques et politiques, et, le cas échéant, sur les arrangements internationaux et nationaux à travers lesquels un tel résultat peut être atteint. C'est à ce niveau que se situent les véritables enjeux, et cela exige un ensemble de réformes institutionnelles – de la réforme des lois de propriété industrielle à la démocratisation de la gouvernance des institutions financières globales.

C'est aussi pourquoi les manifestants du mouvement dit « anti-mondialiste », qui cherchent un meilleur arrangement pour les perdants de l'économie mondiale, ne peuvent pas être raisonnablement considérés comme réellement opposés à la mondialisation, contrairement à leur propre rhétorique (j'ai débattu ce point et d'autres questions connexes dans *Identity and Violence: The Illusion of Destiny*, W. W. Norton, 2006, chap. 7). Et c'est aussi pourquoi il n'y a pas de véritable contradiction dans le fait que les mouvements dits « anti-mondialisation » font à présent partie des événements les plus mondialisés du monde contemporain. Les manifestants ne sont pas des jeunes résidant à Gênes, Seattle ou Washington, mais attirent une population mondiale.

La globalisation a été conduite, sur les trois derniers millénaires, par des engagements intellectuels au-delà des frontières, impliquant la diffusion des langues, de la littérature, de la musique ainsi que des mathématiques, des sciences et de l'ingénierie. La haute valeur éthique de la confrontation transfrontière actuelle enrichit cette longue tradition universelle.

Trad. François Briatte